

© OECD, 2002.

© Software: 1987-1996, Acrobat is a trademark of ADOBE.

All rights reserved. OECD grants you the right to use one copy of this Program for your personal use only. Unauthorised reproduction, lending, hiring, transmission or distribution of any data or software is prohibited. You must treat the Program and associated materials and any elements thereof like any other copyrighted material.

All requests should be made to:

Head of Publications Service,
OECD Publications Service,
2, rue André-Pascal,
75775 Paris Cedex 16, France.

© OCDE, 2002.

© Logiciel, 1987-1996, Acrobat, marque déposée d'ADOBE.

Tous droits du producteur et du propriétaire de ce produit sont réservés. L'OCDE autorise la reproduction d'un seul exemplaire de ce programme pour usage personnel et non commercial uniquement. Sauf autorisation, la duplication, la location, le prêt, l'utilisation de ce produit pour exécution publique sont interdits. Ce programme, les données y afférentes et d'autres éléments doivent donc être traités comme toute autre documentation sur laquelle s'exerce la protection par le droit d'auteur.

Les demandes sont à adresser au :

Chef du Service des Publications,
Service des Publications de l'OCDE,
2, rue André-Pascal,
75775 Paris Cedex 16, France.

Espagne

La croissance s'est ralentie à 2 pour cent en 2002, en raison de l'affaiblissement de la consommation et de l'investissement privés ainsi que du manque de dynamisme de la demande extérieure, mais la croissance est restée plus forte que dans la moyenne de la zone euro. L'inflation n'a guère reculé et le différentiel avec la zone euro persiste. L'activité devrait se raffermir à partir du second semestre de cette année, ce qui interromprait la montée du chômage, alors que le PIB progressera probablement à un taux supérieur à son potentiel en 2004.

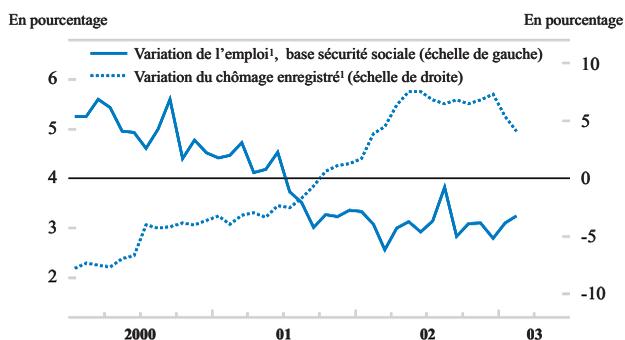
Une réduction de l'impôt sur le revenu des personnes physiques est intervenue en début 2003, en même temps qu'entrait en vigueur la nouvelle loi de stabilité budgétaire, qui oblige tous les niveaux d'administration à assurer l'équilibre de leur budget. La politique budgétaire est néanmoins à peu près neutre, ce qui semble approprié étant donné la faiblesse de l'écart conjoncturel négatif. Le problème de l'écart d'inflation devrait être réglé non par un durcissement de la politique budgétaire, mais plutôt par des réformes structurelles, principalement par des modifications du système de négociations salariales pour atténuer les rigidités des salaires nominaux et par une intensification supplémentaire de la concurrence dans certains secteurs.

Malgré l'accélération de la consommation publique, la demande intérieure s'est ralentie à 2 pour cent au second semestre de 2002 du fait de l'affaiblissement de la consommation privée. Le secteur de la construction a cependant bien résisté tandis que les investissements d'équipement, qui avaient baissé pendant trois semestres consécutifs, ont commencé à se redresser. En dépit de la forte accélération des exportations au troisième trimestre, la contribution nette de la demande étrangère à la croissance n'a été que modérément positive, les importations étant beaucoup plus dynamiques que les exportations à la fin de l'année. Sur 2002 dans son ensemble, la croissance du PIB s'est modérément ralentie à 2 pour cent. La progression de l'emploi s'est elle aussi essoufflée, et le taux de chômage s'est accru à 11.5 pour cent au dernier trimestre de 2002. Les indicateurs conjoncturels laissent présager une situation mitigée pour les mois à venir, sans rebond immédiat de l'activité. Les commandes des entreprises se sont améliorées et l'emploi s'est légèrement redressé, mais les ventes d'automobiles ont continué de reculer tandis que la confiance des consommateurs chutait à son point le plus bas depuis sept ans. L'inflation est montée

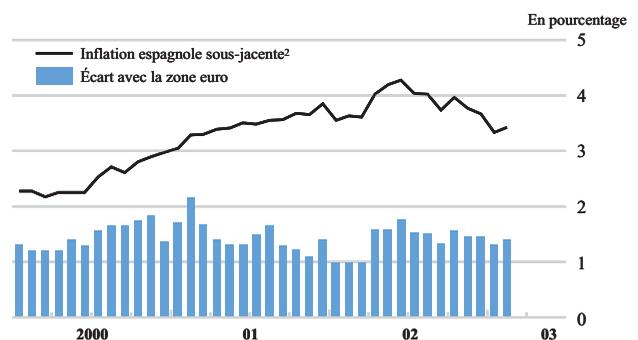
La croissance s'est modérément ralentie en 2002, mais l'écart d'inflation a persisté

Espagne

Le ralentissement de l'emploi a été modeste



L'écart d'inflation persiste



1. Pourcentage de variation en glissement annuel.

2. La rupture de série en 2001 de l'indice des prix à la consommation harmonisé en Espagne a été corrigée sur la base des données de l'IPC national.

Source : Ministère du Travail et des Affaires sociales ; INE, EUROSTAT et OCDE, *Principaux indicateurs économiques*.

Espagne : Demande, production et prix

	1999	2000	2001	2002	2003	2004
	Prix courants milliards d'euros	Pourcentages de variation, en volume (prix de 1995)				
Consommation privée	335.2	3.9	2.5	1.9	2.3	3.2
Consommation publique	98.6	5.0	3.1	3.8	3.5	3.0
Formation brute de capital fixe	136.1	5.7	3.2	1.4	2.6	4.1
Demande intérieure finale	570.0	4.5	2.8	2.1	2.6	3.4
Variation des stocks ^a	2.6	-0.1	0.0	0.1	0.0	0.0
Demande intérieure totale	572.6	4.4	2.7	2.2	2.6	3.4
Exportations de biens et services	155.5	10.1	3.4	1.4	3.3	6.1
Importations de biens et services	162.8	10.6	3.5	2.2	4.7	6.8
Exportations nettes ^a	- 7.4	-0.3	-0.1	-0.3	-0.5	-0.4
PIB aux prix du marché	565.2	4.2	2.7	2.0	2.1	3.1
Déflateur du PIB		3.5	4.2	4.4	3.0	2.4
<i>Pour mémoire</i>						
Indice des prix à la consommation	—	3.5	2.8	3.6	2.9	2.4
Déflateur de la consommation privée	—	3.2	3.3	3.6	2.9	2.4
Taux de chômage ^b	—	11.0	10.5	11.4	12.0	11.7
Taux d'épargne des ménages ^c	—	10.6	10.2	10.1	10.4	10.2
Solde des administrations publiques ^d	—	-0.6	-0.1	-0.1	-0.4	-0.2
Balance des opérations courantes ^d	—	-3.5	-2.6	-2.6	-3.0	-3.2

a) Contributions aux variations du PIB en volume (en pourcentage du PIB en volume de l'année précédente), montant effectif pour la première colonne.

b) Les données espagnoles de la population active, de l'emploi et du chômage ont été révisées depuis 1976 sur la base de la méthodologie de l'EPA utilisée à partir de 2002. Les révisions ont été faites par l'OCDE, sur la base d'informations fournies par l'INE en Espagne. Ceci implique une révision à la baisse du taux de chômage de 2.5 points de pourcentage en 2001.

c) En pourcentage du revenu disponible.

d) En pourcentage du PIB.

Source : OCDE.

à 4 pour cent en décembre mais a reculé au début de 2003 à la suite du gel des impôts indirects et de la disparition des effets du passage à l'euro. Néanmoins, l'écart avec la zone euro, qui est en partie la conséquence de facteurs exceptionnels, est demeuré élevé, à plus de 1 pour cent. Le rythme de hausse des salaires est resté stable, les salaires négociés progressant d'environ 3 pour cent, ce qui implique une baisse des salaires réels, bien que les clauses de rattrapage en cas d'inflation plus forte que prévu couvrent désormais un grand nombre de conventions collectives et pourraient entraîner un relèvement des salaires à la fin de 2003.

La politique budgétaire sera neutre pendant la période couverte par les prévisions

En 2002, malgré une croissance plus faible que prévu, le budget des administrations publiques a été proche de l'équilibre, grâce principalement à des recettes d'une ampleur inattendue au titre de l'impôt sur le revenu. Pour 2003, du fait de la nouvelle loi de stabilité budgétaire, tous les niveaux d'administration devront équilibrer leur budget, y compris les communautés autonomes qui bénéficieront d'un nouveau système de financement parallèlement à l'élargissement de leurs pouvoirs de dépenses et de collecte de l'impôt. Le budget, qui est fondé sur une projection de croissance de 3 pour cent en 2003, prévoit une réduction de l'impôt sur le revenu des personnes physiques, qui devrait se traduire selon les estimations par une perte de recettes égale à ½ pour cent de PIB. Un déficit proche de ½ pour cent du PIB sera vraisemblablement enregistré en 2003, ce qui laisse à penser que la politique budgétaire sera neutre. L'existence d'un léger déficit conjoncturel ne viole pas l'esprit de la Loi de stabilité budgétaire, qui autorise une certaine flexibilité au niveau de sa mise en œuvre.

L'activité devrait reprendre au second semestre de l'année, grâce principalement à l'amélioration du contexte international, l'appréciation de l'euro se traduisant cependant par une contribution négative du solde extérieur à la croissance, de l'ordre de ½ point de pourcentage. Les investissements d'équipements devraient s'accroître à mesure que les perspectives s'amélioreront, et l'activité de construction restera probablement soutenue. La consommation privée sera dynamisée par la réduction de l'impôt sur le revenu des personnes physiques et la plus forte croissance de l'emploi. Globalement, le PIB devrait progresser de légèrement plus de 2 pour cent en 2003, et de plus de 3 pour cent en 2004, taux supérieur au potentiel. La population active augmentant rapidement, le taux de chômage devrait encore monter en 2003 mais décroître à nouveau en 2004. L'inflation se modérera probablement dans la mesure où l'écart de production demeure négatif, et elle devrait tomber à 2½ pour cent d'ici la fin de la période sous revue. Une demande internationale plus faible que prévu pourrait retarder la reprise, et en l'absence d'une amélioration du climat international la confiance des consommateurs et des entreprises pourrait se détériorer, freinant de ce fait les investissements en équipements et la consommation. A moyen terme, la persistance d'un écart d'inflation avec la zone euro est préoccupante car elle érode progressivement la compétitivité.

Une reprise tirée par les exportations est attendue pour le second semestre de 2003

Chapitres spéciaux parus dans les derniers numéros des *Perspectives économiques de l'OCDE*

N° 72, décembre 2002

Soutenabilité budgétaire : le rôle des règles
La contribution d'une retraite plus tardive à la croissance de l'emploi
Concurrence sur les marchés de produits et performance économique
La persistance de l'inflation dans la zone euro

N° 71, juin 2002

Conséquences économiques du terrorisme
Les changements en cours du cycle économique
Échanges intra-branche et intra-groupe et internationalisation de la production
Productivité et innovation : incidence des politiques sur les marchés du travail et des produits
Instabilité des marchés de change et taxes sur les opérations financières

N° 70, décembre 2001

Épargne et investissement : déterminants et conséquences pour l'action des pouvoirs publics
L'investissement en capital humain via l'enseignement et la formation postobligatoires
Effets croisés des politiques sur les marchés du travail et des produits
Réforme des politiques agricoles : il faut aller plus loin

N° 69, juin 2001

Implications budgétaires du vieillissement : prévisions des dépenses liées à l'âge
Les grands enjeux de la politique fiscale dans les pays de l'OCDE
Pour une croissance écologiquement viable : l'expérience des pays de l'OCDE
Productivité et dynamique de l'entreprise : leçons à tirer des microdonnées

N° 68, décembre 2000

Liens entre la politique économique et la croissance : constatations au niveau international
Révision des indicateurs de chômage structurel de l'OCDE
Prix des logements et activité économique
Tendances de l'immigration et conséquences économiques

N° 67, juin 2000

La réforme de la réglementation dans les industries de réseau : enseignements à tirer et problèmes actuels
Tendances récentes de la croissance dans les pays de l'OCDE
Le commerce électronique : conséquences et défis pour la politique économique
Performance récente du marché du travail et réformes structurelles
La politique monétaire dans un environnement financier en mutation

N° 66, décembre 1999

L'ampleur et le rôle des stabilisateurs budgétaires automatiques
La valorisation du travail
La gestion de la dette publique à la croisée des chemins
Profil international de la réglementation des marchés de produits

N° 65, juin 1999

Évolution du marché du travail et stratégie de l'OCDE pour l'emploi
Les défis de politique économique liés au changement climatique
Le point sur les mouvements de capitaux vers les économies de marché émergentes

TABLE DES MATIÈRES

Éditorial : Une reprise graduelle mais peu spectaculaire	vii	
I. Évaluation générale de la situation macroéconomique	1	
Vue d'ensemble : une reprise lente	1	
Nature du cycle et risques géopolitiques	2	
Vents contraires sur les marchés financiers et cycle d'investissement	5	
Vigueur et dynamique générale de la reprise	10	
Les risques baissiers dominant toujours	18	
Enjeux de politique macroéconomique	21	
Accélérer la réforme structurelle pour stimuler la croissance et renforcer la résilience face aux chocs	31	
<i>Appendice</i> : Le scénario de référence à moyen terme	35	
II. Évolutions dans les pays membres de l'OCDE	41	
États-Unis..... 41	Corée 84	Norvège 113
Japon 46	Danemark 87	Nouvelle-Zélande 116
Allemagne 51	Espagne 89	Pays-Bas 119
France..... 56	Finlande 92	Pologne 122
Italie 60	Grèce 95	Portugal..... 125
Royaume-Uni..... 65	Hongrie..... 98	République slovaque..... 128
Canada..... 70	Irlande..... 101	République tchèque..... 131
Australie..... 75	Islande..... 104	Suède 134
Autriche..... 78	Luxembourg..... 107	Suisse 137
Belgique..... 81	Mexique..... 110	Turquie..... 139
III. Évolutions dans un certain nombre d'économies non membres	143	
Chine	145	
Fédération de Russie	146	
Brésil	148	
IV. Après la bulle des télécommunications	151	
Introduction.....	151	
Un retournement de situation.....	152	
Implications pour l'action des pouvoirs publics	160	
V. Politiques structurelles et croissance	169	
Introduction.....	169	
Tendances divergentes de la croissance	169	
Facteurs contribuant aux différences dans l'utilisation des ressources de main-d'œuvre	172	
Facteurs contribuant aux différences d'intensité de la formation de capital physique et humain	180	
Facteurs contribuant aux différences en matière de progrès technologique	186	
VI. Tendances de l'investissement direct étranger dans les pays de l'OCDE	193	
Introduction.....	193	
Profils de l'IDE	194	
Investissement direct étranger et échanges	198	
VII. Restrictions à l'investissement direct étranger dans les pays de l'OCDE	203	
Introduction.....	203	
Les différents types d'obstacles à l'IDE	204	
Degré d'ouverture des pays de l'OCDE à l'égard de l'IDE en provenance de l'étranger vers 1998-2000.....	206	
La libéralisation de l'IDE depuis 1980	208	

VIII. Incidences des politiques sur l'investissement direct étranger	211
Introduction	211
Politiques et autres déterminants de l'investissement direct étranger	212
Effets de la réforme des politiques sur l'investissement étranger	217

Chapitres spéciaux parus dans les derniers numéros des Perspectives économiques de l'OCDE	223
--	-----

Annexe statistique	225
Classification des pays	226
Mode de pondération pour les données agrégées	226
Taux de conversion irrévocable de l'euro	226
Systèmes de comptabilité nationale et années de référence	227
Tableaux annexes	229

Encadrés

I.1. Qu'en est-il du surinvestissement ?	8
I.2. Hypothèses de politique économique et autres hypothèses sous-tendant les prévisions centrales	11
I.3. Conséquences économiques de la diffusion du syndrome respiratoire aigu sévère	21
I.4. Réévaluation des soldes corrigés des variations cycliques	26
I.5. Hypothèses sous-tendant le scénario de référence à moyen terme	36
IV.1. La réforme réglementaire des marchés des télécommunications dans la zone OCDE	153
IV.2. Nouvelles technologies des télécommunications	155
VI.1. Investissement direct étranger : définition et sources de données	193
VI.2. Le commerce extérieur et les différents types d'IDE	200
VII.1. Accords internationaux sur l'investissement	204
VII.2. Indicateurs des restrictions à l'IDE	205
VIII.1. Politiques et IDE : l'analyse empirique de l'OCDE	212

Tableaux

I.1. Croissance de la production	1
I.2. Prix du pétrole et des autres produits de base	10
I.3. Prévisions de croissance de la production à très court terme	13
I.4. Contributions aux variations du PIB en volume	14
I.5. Zone euro : résumé des prévisions	15
I.6. Productivité du travail, chômage, écarts de production et inflation	16
I.7. Commerce international et balances courantes en bref	17
I.8. Soldes financiers des administrations publiques	25
I.9. Dynamisme et résilience de la croissance dans les grands pays de l'OCDE	32
I.10. Résumé du scénario de référence à moyen terme	37
I.11. Évolutions budgétaires dans le scénario de référence à moyen terme	38
I.12. Croissance du PIB potentiel et de ses composantes	39
III.1. Prévisions pour la Chine	145
III.2. Prévisions pour la Fédération de Russie	147
III.3. Prévisions pour le Brésil	149
IV.1. Allocation des licences 3G dans les pays de l'OCDE	165
V.1. Croissance tendancielle moyenne du PIB par habitant sur certaines périodes	170
V.2. Dépense à différents niveaux d'éducation	185
VIII.1. Stocks d'IDE : effet théorique de la levée des restrictions à l'IDE	219

Graphiques

I.1. Tensions et incertitudes dans l'économie mondiale, printemps 2003	4
I.2. Variabilité de la croissance de la production et de l'investissement	7
I.3. Investissement privé aux États-Unis et dans la zone euro	9

I.4. Marges et taux d'utilisation	9
I.5. Taux de change effectifs réels	12
I.6. Épargne et investissement aux États-Unis	20
I.7. Utilisation des ressources, inflation et taux d'intérêt.....	22
I.8. Le budget fédéral américain en perspective à deux années d'intervalle.....	28
I.9. Déficit prévu et écart de taux d'intérêt aux États-Unis	29
IV.1. Structure du marché des réseaux fixes dans la zone OCDE	154
IV.2. Cours des actions de certains opérateurs télécom	156
IV.3. Taux de défauts de paiement en moyenne mobile sur 12 mois dans le secteur des télécommunications et dans l'ensemble du secteur industriel	157
IV.4. Taux d'utilisation des capacités des fournisseurs d'équipements de communications	158
IV.5. Abonnés au téléphone et à Internet dans la zone de l'OCDE	159
IV.6. Contribution des services de télécommunications à l'inflation sous-jacente dans la zone euro.....	161
IV.7. Taux de pénétration des réseaux à large bande dans les pays de l'OCDE, juin 2002	162
V.1. Sources de la croissance du PIB tendanciel par habitant.....	171
V.2. Sources de la croissance de l'utilisation des ressources de main-d'œuvre	173
V.3. Estimations des taux de compensation bruts et nets	176
V.4. Variations des taux de chômage de longue durée et de chômage structurel.....	179
V.5. Investissement en TIC dans certains pays de l'OCDE	181
V.6. Investissement en capital-risque par stade de développement.....	182
V.7. Pourcentage de la population ayant atteint un certain niveau d'instruction, 2001	184
V.8. Croissance de la productivité multifactorielle sur certaines périodes.....	187
V.9. Dépenses de R-D dans les pays de l'OCDE	189
VI.1. Flux d'IDE au sein de la zone OCDE.....	194
VI.2. Répartition des stocks d'IDE dans la zone de l'OCDE en 1998	195
VI.3. Stocks d'IDE dans les pays de l'OCDE, années 80 et 90.....	196
VI.4. Activité des filiales étrangères dans certains pays de l'OCDE, années 90.....	198
VI.5. Part en pourcentage de l'emploi des filiales étrangères dans certains secteurs.....	199
VII.1. Restrictions à l'IDE dans les pays de l'OCDE, 1998/2000 : répartition selon diverses restrictions	207
VII.2. Configuration transsectorielle des restrictions à l'IDE, 1998/2000.....	208
VII.3. Restrictions à l'IDE dans les pays de l'OCDE, 1980-2000.....	209
VII.4. Évolution des restrictions à l'IDE dans certains secteurs, 1981-1998.....	209
VIII.1. Contributions des politiques et d'autres facteurs aux différences internationales entre les stocks bilatéraux d'IDE à l'étranger, 1980-2000	213
VIII.2. Activités des filiales étrangères et restrictions à l'IDE dans certains secteurs	215
VIII.3. Réglementation des marchés de produits et stocks d'IDE, 1990-1998	217
VIII.4. Politiques et stocks d'IDE en provenance de l'étranger	218
VIII.5. Politiques et stocks d'IDE en provenance de l'étranger : possibilité d'améliorer l'intégration	220

Légendes

\$	Dollar des États-Unis	.	Décimale
¥	Yen japonais	I, II	Semestres
£	Livre sterling	T1, T4	Trimestres
€	Euro	Billion	Mille milliards
mbj	Millions de barils par jour	Trillion	Mille billions
..	Données non disponibles	c.v.s.	Corrigé des variations saisonnières
0	Nul ou négligeable	n.c.v.s.	Non corrigé des variations saisonnières
–	Sans objet		

Résumé des prévisions^a

	2002	2003	2004	2002		2003		2004	
				I	II	I	II	I	II
Pourcentages de variation par rapport à la période précédente									
PIB en volume									
États-Unis	2.4	2.5	4.0	3.5	2.7	1.7	3.8	4.1	3.8
Japon	0.3	1.0	1.1	1.0	3.5	0.0	0.6	1.2	1.4
Zone euro	0.9	1.0	2.4	1.1	1.1	0.9	1.4	2.6	2.9
Union européenne	1.0	1.2	2.4	1.2	1.4	1.0	1.5	2.6	2.8
OCDE total	1.8	1.9	3.0	2.5	2.4	1.4	2.4	3.2	3.2
Demande intérieure totale en volume									
États-Unis	3.0	2.8	4.0	4.2	3.3	2.1	3.8	4.2	3.8
Japon	-0.3	0.5	0.4	-0.4	3.2	-0.6	-0.2	0.5	0.7
Zone euro	0.3	1.1	2.4	0.4	1.0	1.0	1.5	2.6	2.9
Union européenne	0.7	1.3	2.5	0.7	1.5	1.1	1.6	2.8	3.0
OCDE total	1.9	2.0	2.9	2.4	2.8	1.4	2.4	3.1	3.1
En pourcentage									
Inflation^b									
États-Unis	1.1	1.6	1.3	0.9	1.3	2.0	1.2	1.5	1.3
Japon	-1.7	-2.2	-1.8	-1.7	-2.6	-2.1	-1.8	-1.8	-1.8
Zone euro	2.4	1.9	1.7	2.5	2.1	1.9	1.8	1.6	1.6
Union européenne	2.5	1.9	1.8	2.8	2.1	1.9	1.9	1.8	1.8
OCDE <i>moins</i> la Turquie	1.4	1.3	1.2	1.5	1.2	1.5	1.2	1.2	1.2
OCDE total	2.1	1.7	1.4	2.0	1.7	1.9	1.5	1.4	1.3
En pourcentage de la population active									
Chômage									
États-Unis	5.8	6.0	5.8	5.7	5.8	6.0	6.1	5.9	5.7
Japon	5.4	5.7	5.7	5.3	5.4	5.6	5.8	5.7	5.7
Zone euro	8.2	8.8	8.7	8.1	8.3	8.7	8.8	8.8	8.6
Union européenne	7.6	8.0	7.9	7.5	7.7	8.0	8.1	8.0	7.9
OCDE total	6.9	7.2	7.0	6.8	7.0	7.1	7.2	7.1	6.9
En pourcentage du PIB									
Balance courante									
États-Unis	-4.8	-5.4	-5.5	-4.6	-5.0	-5.4	-5.4	-5.5	-5.5
Japon	2.8	3.1	3.9	3.0	2.6	2.9	3.4	3.8	4.1
Zone euro	1.1	1.4	1.4	0.9	1.3	1.3	1.4	1.4	1.4
Union européenne	0.9	1.0	1.0	0.7	1.0	1.0	1.0	1.0	0.9
OCDE total	-1.1	-1.2	-1.2	-1.0	-1.1	-1.2	-1.1	-1.1	-1.1
En pourcentage									
Taux d'intérêt à court terme^c									
États-Unis	1.8	1.4	3.0	1.9	1.6	1.3	1.4	2.6	3.5
Japon	0.1	0.0	0.0	0.1	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
Zone euro	3.3	2.3	2.3	3.4	3.3	2.5	2.1	2.1	2.5
Pourcentages de variation par rapport à la période précédente									
Commerce mondial^d									
	3.6	5.9	8.8	5.9	7.9	4.1	7.5	9.3	9.4

Note: Sauf pour le chômage et les taux d'intérêts, les données semi-annuelles sont désaisonnalisées, taux annuels.

a) Les hypothèses sur lesquelles sont fondées les prévisions sont les suivantes :

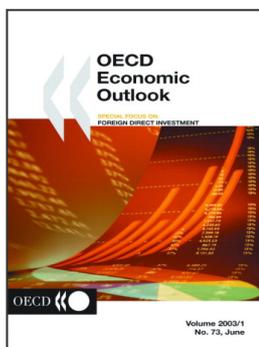
- les politiques fiscales en vigueur ou annoncées restent inchangées ;
- les taux de change restent inchangés par rapport à leur niveau du 26 mars 2003 ; en particulier 1 dollar = 120.10 yen et 0.936 euros ;
- les prévisions ont été établies à partir de données collectées avant la date limite du 4 avril 2003.

b) Indice implicite des prix du PIB, pourcentages de variation par rapport à la période précédente.

c) États-Unis : eurodollar à 3 mois ; Japon : certificats de dépôt de 3 mois ; zone euro : taux interbancaires à 3 mois. Voir encadré Hypothèses de politique économique et autres hypothèses sous-tendant les prévisions.

d) Taux de croissance de la moyenne arithmétique des importations et des exportations mondiales de marchandises en volume.

Source : OCDE.



Extrait de :
OECD Economic Outlook, Volume 2003 Issue 1

Accéder à cette publication :
https://doi.org/10.1787/eco_outlook-v2003-1-en

Merci de citer ce chapitre comme suit :

OCDE (2003), « Espagne », dans *OECD Economic Outlook, Volume 2003 Issue 1*, Éditions OCDE, Paris.

DOI: https://doi.org/10.1787/eco_outlook-v2003-1-30-fr

Cet ouvrage est publié sous la responsabilité du Secrétaire général de l'OCDE. Les opinions et les arguments exprimés ici ne reflètent pas nécessairement les vues officielles des pays membres de l'OCDE.

Ce document et toute carte qu'il peut comprendre sont sans préjudice du statut de tout territoire, de la souveraineté s'exerçant sur ce dernier, du tracé des frontières et limites internationales, et du nom de tout territoire, ville ou région.

Vous êtes autorisés à copier, télécharger ou imprimer du contenu OCDE pour votre utilisation personnelle. Vous pouvez inclure des extraits des publications, des bases de données et produits multimédia de l'OCDE dans vos documents, présentations, blogs, sites Internet et matériel d'enseignement, sous réserve de faire mention de la source OCDE et du copyright. Les demandes pour usage public ou commercial ou de traduction devront être adressées à rights@oecd.org. Les demandes d'autorisation de photocopier une partie de ce contenu à des fins publiques ou commerciales peuvent être obtenues auprès du Copyright Clearance Center (CCC) info@copyright.com ou du Centre français d'exploitation du droit de copie (CFC) contact@cfcopies.com.